

## Législatives : patronat et économistes s'inquiètent

« Le Medef et la CPME bien timides sur les risques des deux extrémismes », titre **La Lettre de l'Expansion** qui revient sur le choc qu'ont vécu les dirigeants d'entreprises installées en France. Face à cette situation, les principaux mouvements patronaux ont fait preuve d'une impressionnante timidité. Le Medef a publié, le 11 juin, un communiqué dans lequel il se contente de rappeler quelques banalités, sans citer les menaces liées au RN ou le danger que représente le NFP, juge l'hebdomadaire. L'Afep n'a pas été plus téméraire et a gardé le silence prudent. Avec comme argument la crainte d'être contre-productifs. Pourtant, un groupe de dirigeants d'entreprises d'opinions diverses préparent un appel à la responsabilité. (La Lettre de l'Expansion)

« L'inquiétude gagne le monde économique », titre **Les Echos** signalant que l'incertitude autour des résultats des élections législatives et les programmes des candidats du RN et du Nouveau Front populaire pourraient entraîner un fort attentisme des entreprises. Le risque de paralysie du pays, si aucune majorité claire ne se dégage, est lui aussi élevé. « Il n'y a pas de point de comparaison dans l'histoire politique récente. Il y a des éléments de risque sur l'issue de l'élection, sur le profil du gouvernement qui exercera le pouvoir et sur la politique qui sera menée dans le futur. Tout le monde ressent cette situation comme porteuse de risques. Cela va créer de l'attentisme de toutes parts », prédit le chef économiste d'Oddo BHF, Bruno Cavalier. « Il va aussi y avoir moins de créations d'emplois », prédit Anton Brender, chef économiste de la société de gestion Candriam. Ce que confirme François Asselin (CPME) pour lequel « s'il n'y a pas un climat de confiance, un chef d'entreprise se met en position attentiste ». Et « le plus probable est que l'incertitude dure plusieurs mois », prévient Charles-Henri Colombier, directeur de la conjoncture de l'institut Rexecode. Sauf à ce que le camp majoritaire sorte vainqueur de l'élection – ce qui est peu probable actuellement –, « ce sera un grand saut dans l'inconnu au moment où la situation des finances publiques est déjà très dégradée », souligne-t-il. Les économistes se gardent pour l'instant de tout chiffrage, jugeant la situation trop floue. Pour Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, un scénario comparable à celui de 1981 ne peut être exclu. « Il se peut qu'à court terme, il y ait un surplus de consommation des ménages, le soutien du pouvoir d'achat étant la priorité du RN et du Nouveau Front populaire, mais le recul de l'investissement et la dégradation du marché du travail entraîneront une dérive du déficit public qui rendra nécessaire d'importantes mesures de restriction », alerte-t-il. (Les Echos, p.6)